

MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 072 | DU 16 AU 30 JUIN 2018

UN PLAN POUR PREVENIR L'INCITATION A LA HAINE ET A LA VIOLENCE EN RCA



<https://minusca.unmissions.org>

 MINUSCA

 UN_CAR

 UNMINUSCA

3 UN PLAN POUR PREVENIR L'INCITATION A LA HAINE ET A LA VIOLENCE EN RCA

4 AIDER LES MEDIAS A MIEUX COUVRIR LES QUESTIONS DE JUSTICE

4 LA SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES A LA RENCONTRE DES LEADERS COMMUNAUTAIRES DE BAMBARI

6 ASSAINIR L'ENVIRONNEMENT POUR FAIRE BAISSER LA VIOLENCE A KAGA-BANDORO

6 DERNIERS HONNEURS AU CAPORAL-CHEF LÉONIDAS NIMUBONA DU BURUNDI

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Dany Balepe

PRODUCTION :

Division de Communication

Stratégique et d'Information Publique MINUSCA

JUIN 2018

**GUIRA
93.3 FM**



**Bangui | Bangassou | Obo | Bria | Kaga-Bandoro | Bambari
| Bossangoa | Bouar | Paoua | Ndele | Birao | Berberati**



UN PLAN POUR PREVENIR L'INCITATION A LA HAINE ET A LA VIOLENCE EN RCA



La Centrafrique dispose désormais d'un Plan pour la prévention de l'incitation à la haine et à la violence. La cérémonie officielle de remise dudit document au gouvernement centrafricain a eu lieu, le 30 juin à Bangui, à l'issue de la première campagne nationale dédiée à la lutte contre ce fléau.

Lancée le 12 juin 2018 à l'hémicycle du Ministère centrafricain des Affaires étrangères, la campagne pour la prévention de l'incitation à la haine et à la violence a été organisée par le Haut conseil de la Communication, avec l'appui de la Division des droits de l'Homme de la MINUSCA. Elle a pour objectif de sensibiliser l'opinion nationale et internationale sur l'engagement, continu et appuyé, de la RCA dans la lutte contre l'incitation à la haine et à la violence, à l'égard des groupes vulnérables et minoritaires.

Il s'est agi de recueillir les propositions de l'ensemble des acteurs sociaux, en l'occurrence, la société civile, les partis politiques, les Institutions et les confessions religieuses, autour des enjeux politiques, légaux, sécuritaire,

sociaux, économiques et culturels qui entourent cette nécessaire prise en compte des principes directeurs parmi lesquels l'appropriation nationale, la participation et l'inclusivité, l'orientation vers les résultats, la durabilité et le développement des capacités.

La cérémonie officielle de remise du Plan a été l'occasion pour les différentes entités nationales concernées, à savoir les media, les partis politiques, la société civile et les institutions du gouvernement, de prendre un ferme engagement à apporter leur appui à la lutte contre ce mal.

Y ont pris part plusieurs membres du gouvernement, des autorités nationales, notamment le premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale, Jean Symphorien Mapenzi, le président du Haut conseil de la Communication, Richard Pouambi, ainsi que des membres du corps diplomatique et des Organisations internationales, dont le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga. ■

AIDER LES MEDIAS A MIEUX COUVRIR LES QUESTIONS DE JUSTICE

Le Haut Conseil de la Communication (HCC) et la MINUSCA ont remis aux médias centrafricains des exemplaires d'un manuel intitulé « Termes usuels de droit pénal, des procédures pénales et civiles », destiné à aider les journalistes à mieux couvrir les questions de justice. La cérémonie a eu lieu, le 22 juin 2018 à Bangui, en présence du représentant du Ministre de la Communication et des Médias et de l'administrateur de la Maison de la Presse et des Journalistes (MPJ).

« La distribution du lexique juridique fait suite à un séminaire organisé l'année dernière à l'endroit des journalistes centrafricains, formation qui consistait à renforcer leur capacité dans la couverture médiatique des événements judiciaires », a indiqué le président du HCC, José Richard Pouambi. « Le domaine juridique a son langage et si vous voulez avoir des journalistes qui vont réaliser des reportages de première qualité avec des mots appropriés, ce lexique va permettre aux journalistes intéressés dans le domaine judiciaire de pouvoir s'approprier le jargon juridique pour être à même de comprendre le message véhiculé par les juges, et surtout avec l'opérationnalisation de la Cour pénale Spéciale », a-t-il ajouté.

Le directeur adjoint de la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA, Fortuné Dako, a indiqué que la MINUSCA accorde une attention particulière aux « relations que les médias entretiennent avec le milieu judiciaire, pour faire connaître à la population son droit à la justice, les voies et moyens pour une demande de justice efficace mais également les voies et moyens pour une offre de justice performante de la part de services publics de la justice ».

Le manuel sera distribué gratuitement à tous les médias ainsi qu'aux organisations de la presse et des institutions telles que le Département des sciences de l'information et de communication. ■

LA SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES A LA RENCONTRE DES LEADERS COMMUNAUTAIRES DE BAMBARI



Arrivée en République Centrafricaine depuis le 18 juin 2018, la Sous-secrétaire Générale des Nations Unies chargée des opérations de maintien de la paix, Bintou Keïta, s'est rendue, le 21 juin 2018, dans la ville de Bambari secouée pendant plusieurs semaines par des violences. Accompagnée de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, par ailleurs Coordinatrice humanitaire, et Coordinatrice résidente du système des Nations Unies et Représentante résidente du PNUD en Centrafrique, Najat Rochdi, Mme Keita a mis à profit cette visite pour rencontrer de nombreux acteurs étatiques et communautaires afin de discuter de l'impact des récents incidents

sécuritaires sur les populations et les opportunités à saisir pour résoudre durablement la crise à Bambari.

« La résurgence des groupes armés est la principale source des récentes violences enregistrées dans cette ville où les différentes communautés avaient réappris à vivre en harmonie », Ils ont également déploré la recrudescence des cas d'agressions de personnes et de braquages dans la ville. « Bambari a certes basculé dans la violence, mais des efforts ont été faits au niveau sécuritaire avec les ressources dont dispose la MINUSCA et dans la plus totale impartialité. Ces actions se poursuivront, notamment en termes de renforts militaires, pour s'assurer que la ville redevenue durablement une zone sans groupes armés », a promis Bintou Keita qui s'est notamment

réjoui des postes de contrôles additionnels installés dans certains quartiers pour y renforcer la sécurité.

La situation des femmes et des enfants rendus davantage vulnérables par la récente flambée de violences a été également discutée au cours des différentes rencontres de la délégation. « Il urge d'envisager des solutions pour faciliter le rattrapage de l'année scolaire interrompue dans de nombreuses écoles. La MINUSCA s'est pour sa part déjà impliquée dans l'acheminement vers Bambari des épreuves du baccalauréat et la sécurisation du lycée mixte où se déroulent les examens », a déclaré Bintou Keita.

Avant Bambari, la Sous-secrétaire générale avait été reçue en audience, à Bangui, par le Chef de l'Etat, le vice-président de l'Assemblée nationale et le Premier

ministre centrafricains. Elle a rencontré des représentants de la société civile, de la plateforme religieuse, du réseau des femmes leaders et des bénéficiaires des projets du Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies (PBF),

« Le but majeur de toutes ces rencontres était de réitérer aux autorités du pays mais aussi à la population centrafricaine, le soutien inconditionnel de l'ONU et de la communauté internationale dans la recherche de paix. Par ailleurs, ces échanges permettent également d'encourager la MINUSCA dans la mise en œuvre de son mandat et de voir ce qui peut améliorer son travail sur le terrain », a indiqué Bintou Keita, au moment de quitter la Centrafrique. ■

BREVE

La ville de Ndélé et le sud de Bria (centre-est) ont été le théâtre de fortes tensions les 20 et 21 juin. Conformément à son mandat, la Force de la MINUSCA a immédiatement multiplié les patrouilles et œuvré avec les autorités locales pour un retour à la normalisation de la situation sécuritaire à Ndélé. Au Sud de Bria, il y a eu un affrontement entre des éléments du FPRC et des anti-Balaka poussant les populations civiles à fuir. Une patrouille de la MINUSCA y a été déployée.

ASSAINIR L'ENVIRONNEMENT POUR FAIRE BAISSER LA VIOLENCE A KAGA-BANDORO



« Kaga-Bandoro, ville propre », c'est le slogan choisi pour l'opération de salubrité de la ville, menée, du 1er avril au 30 juin 2018, par les bénéficiaires du programme de réduction de la violence communautaire (CVR), dont l'objectif était de venir en appui à la municipalité dans le cadre de l'assainissement de la localité et contribuer, par le travail en équipes, à réduire les tensions entre les communautés.

Pendant un trimestre, 48 ex-combattants et membres de la communauté, dont 17 femmes se sont donc mis en ordre de bataille contre les ordures qui jonchaient les artères de Kaga-Bandoro.

Dans un premier temps, il s'est agi de collecter les déchets avant de les acheminer vers le dépot municipal. Puis, les travailleurs ont procédé à l'entretien des espaces publics à travers le balayage des rues et le désherbage des espaces verts.

Afin de faciliter l'exécution de cette tâche, la section DDR du bureau régional de la MINUSCA à Kaga-Bandoro a mis à la disposition des bénéficiaires un lot de matériel composé d'un tricycle motorisé, de brouettes, de pelles, de râtaux, de balais, de gants et de bottes.

De la population au maire de la commune, tout le monde a salué les efforts de la Minusca. Il a, par

ailleurs, encouragé les bénéficiaires du CVR à collaborer avec la population afin de contribuer au renforcement de la cohésion sociale.

Rappelons que dans le cadre du CVR la MINUSCA, à travers sa section DDR, a mis au profit des ex-combattants plusieurs autres filières de formation, dans le but de les aider à initier des projets individuels ou en association. Il s'agit, notamment, de la forge, l'agriculture, le tricotage, la maçonnerie, la menuiserie et l'informatique. ■

BREVE

La MINUSCA se réjouit de l'excellente collaboration entre les autorités centrafricaines et celles de la République démocratique du Congo (RDC), ayant abouti à l'arrestation, puis l'extradition, le 27 juin, de Crépin Wakanam, plus connu sous le nom de « Pino Pino ». Il était soupçonné d'avoir perpétré de nombreux actes criminels contre la population civile, notamment à Bangassou (Sud-Est de la RCA) et ses environs. La MINUSCA a coordonné son extradition en étroite collaboration avec les autorités centrafricaines, et avec le soutien du gouvernement de la République démocratique du Congo et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

DERNIERS HONNEURS AU CAPORAL-CHEF LÉONIDAS NIMUBONA DU BURUNDI



« Chaque fois que nous nous retrouvons ici en ces circonstances, ce n'est pas seulement la douleur des proches qui se fait entendre [...] Cette cérémonie, c'est aussi le deuil de notre Organisation, touchée par le sacrifice de l'un des siens, l'un des nôtres ». C'est en ces termes que s'est exprimé, au nom de l'ONU, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Najat Rochdi, lors de la cérémonie d'adieux organisée, le 29 juin 2018 au quartier général de la MINUSCA, à Bangui, en mémoire du Caporal-Chef Léonidas Nimubona. Ce soldat de la paix membre du contingent burundais de la MINUSCA est tombé le 11 juin 2018 sous les balles d'éléments armés lors d'une embuscade à

Bambari, dans le Centre de la Centrafrique.

C'est non sans émotion que ses frères d'armes sont venus nombreux lui rendre un dernier hommage, réunis autour des personnalités de la Mission au nombre desquelles le Commandant de la Force, le Général Balla Keita, le Commissaire par intérim de la UNPOL, Colonel Ossama El Moghazi, ainsi que plusieurs membres des personnels civil et policier de la Mission.

Devant tous, le Commandant du contingent burundais, le Lieutenant-Colonel Dédith Ngendakuriyo, n'a pas manqué de saluer la mémoire d'un soldat loyal, respectueux et passionné. « Le défunt soldat était au service de la paix en République centrafricaine et il a payé le prix ultime », a-t-il souligné.

« L'engagement de servir et de protéger comme Casque Bleu peut aller jusqu'au sacrifice suprême », a rappelé Najat Rochdi, regrettant que le contingent burundais ait payé un si lourd tribut avec déjà huit militaires et un policier, morts en RCA depuis le début de la Mission en 2014.

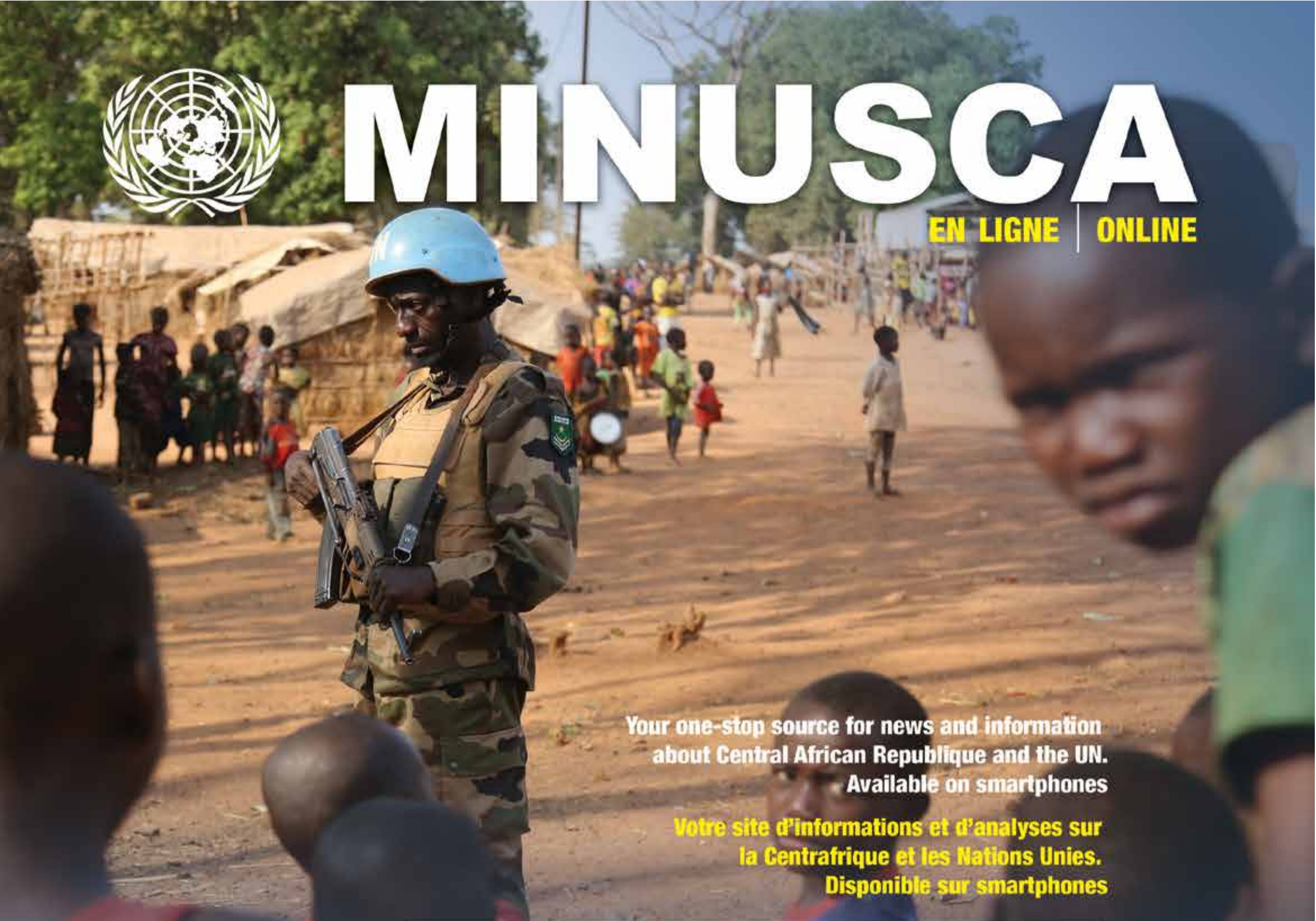
Né le 01 juillet 1972, le Caporal-Chef Léonidas Nimubona a intégré l'armée burundaise le 12 mai 1995 et rejoint la MINUSCA le 23 mars 2018. Il laisse derrière lui une veuve et trois enfants.

Le contingent burundais, fort de 750 casques bleus, été déployé en Centrafrique depuis 2014, d'abord sous la bannière de la MISCA puis a intégré la MINUSCA après le transfert de responsabilité entre les deux Missions. ■



MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE



Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>